



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.05/06

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/06/2017

Publication : 01/06/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations **Conseil Municipal du 29 MAI 2017**

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	24
Nombre de Pouvoirs	8
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} juin 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **29 mai** à dix-huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Marie-Christine **BASSET (à partir délib4)**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT(à partir délib4)**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Nordine **HASSINI (à partir délib4)**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absent

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 29 mai 2017

2017.05/06

URBANISME - PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) AVEC MISE A DISPOSITION – SUPPRESSION D'UN EMPLACEMENT RESERVE / PROJET APF – MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES MINEURES EN ZONES D'ACTIVITES.

Mr Daniel FIDELIN, Maire. – Le Plan Local d'Urbanisme de Montivilliers a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 12 septembre 2011 et a été modifié à trois reprises par délibération du conseil municipal le 10 décembre 2012, le 14 décembre 2015 et le 12 décembre 2016.

La Ville de Montivilliers a été sollicitée par ALCEANE et l'Association des Paralysés de France, afin d'étudier l'implantation d'un accueil de jour et foyer d'hébergement pour personnes en situation d'handicap.

Actuellement, l'évolution du site est bloquée par la présence d'un emplacement réservé (n°8) dont la vocation permet uniquement la réalisation d'un aménagement pour la lutte contre les inondations. Le site avait été identifié par la CODAH pour l'implantation possible d'un ouvrage hydraulique au même titre que l'emplacement réservé n°7. La CODAH a finalement retenu uniquement le site de l'emplacement réservé n°7, l'emplacement réservé n°8 n'a donc plus lieu d'être.

D'autres évolutions réglementaires sont prévues notamment concernant les zones d'activités (zones UZ) :

- Permettre les clôtures pleines en limites séparatives au niveau du site de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage. La clôture existante, en treillage métallique, est régulièrement dégradée et doit être remplacée. Les nombreuses nuisances remontées par les riverains (déchets, intégration du site,...) nous amènent à étudier la mise en place d'un dispositif plein en limite séparative.
- Permettre une gamme de couleur plus importante pour les clôtures sur le lotissement d'Epaville, actuellement seul un grillage vert ou une clôture bois sont autorisés. La gamme de couleur élargie sera étudiée avec le CAUE ;
- Remplacer dans les zones UZ la notion « d'aspect plat » des bardages métalliques afin d'améliorer la lisibilité du règlement. Il est préférable d'indiquer clairement et plus simplement que les bardages métalliques doivent être « plats ».
- Permettre l'implantation d'enseigne en lettres découpées sur la toiture d'un auvent ou volume de bâtiment secondaire plus réduit, à condition de ne pas dépasser l'acrotère ou l'égout du toit du bâtiment principal. Le gabarit de l'enseigne devra permettre son insertion dans l'environnement et rester proportionné à la façade du bâtiment.

La modification du PLU comprendra également une mise à jour du PLU notamment suite aux évolutions des connaissances en matière de cavités souterraines.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le Plan Local d'Urbanisme de Montivilliers approuvé le 12 septembre 2011, modifié le 10 décembre 2012, le 14 décembre 2015 et le 12 décembre 2016.

VU l'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

VU le Code de l'Urbanisme ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission municipale « urbanisme » réunie le 10 mai 2017,

VU le rapport de M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

- DECIDE de prescrire la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme avec mise à disposition pour faire évoluer le plan de zonage et le tableau des emplacements réservés afin de supprimer l'emplacement réservé n°8 ; et pour procéder à quelques évolutions réglementaires mineures notamment en zones d'activités (UZ) pour les clôtures, bardages métalliques et enseignes.

Conformément à l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, « dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

PRECISE les modalités de la concertation :

- Le dossier de modification et un registre seront mis à disposition du public en mairie du vendredi 1^{er} septembre 2017 au lundi 2 octobre 2017 (inclus) aux horaires d'ouverture du service urbanisme, du lundi au vendredi de 8h15 à 12h15 sans rendez-vous, de 13h30 à 17h00 uniquement sur rendez-vous.
 - Un avis précisant l'objet de la modification, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
 - L'avis sera publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition :
 - > en mairie ;
 - > dans les lieux habituels d'affichage de la commune ;
 - > sur le site internet communal.
- DECIDE de notifier la présente délibération et le projet de modification avant la période de mise à disposition à :**
- Mme la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime ;
 - M. le Président du Conseil Régional de Normandie ;
 - M. le Président du Conseil Départemental de Seine-Maritime ;
 - MM. les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire, de la Chambre des Métiers de Seine-Maritime, de la Chambre d'Agriculture de Seine-Maritime ;
 - M. le Président de la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) ;
 - M. le Président du Pays Le Havre-Pointe de Caux-Estuaire.

Imputation budgétaire

Exercice 2017

Chapitre 810

Article 202

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 31

Contre : 1 (Aurélien LECACHEUR)

Absent : 1 (Gilles LEBRETON)

**Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.**



Le Maire,